

RETRAITES : RADIO-PARISOT MENT TELE-SARKO MENT... ASSEZ DE BONIMENTS !

Quel choc démographique ?



"L'évolution démographique rend inéluctable la baisse des pensions de retraite"

Faux : si on prend en considération 3 facteurs :

1. le montant des retraites dépend aussi de la part du revenu national (PIB) que l'on veut bien leur consacrer. 2.7 points supplémentaires de PIB pour préserver ces pensions, c'est autant d'effort qu'entre 1980 et 1993. Les dépenses de retraites ont augmenté plus fortement de 1960 à 2000 (x par 4.8) que ce qui est prévu les 40 années suivantes (x par 3,8). Cette augmentation a-t-elle par le passé réduit le niveau de vie des français ? Non
2. l'augmentation des départs à la retraite, c'est aussi moins de chômeurs et donc plus de cotisants ;
3. la hausse continue de la natalité depuis 15 ans et l'apport de l'immigration constituent une contribution volontairement sous-estimée.

"Il y aura de plus en plus de retraités pour de moins en moins d'actifs"

Faux : depuis 1995, la fécondité remonte, avec près de 2 enfants par femme (soit la plus forte fécondité de l'Union européenne). Les générations qui partiront à la retraite à partir des années 2030 seront moins nombreuses.

"Le poids des inactifs pour les actifs est de plus en plus insupportable "

Faux : en France, 100 personnes occupant un emploi prenaient en charge 150 personnes sans emploi (jeunes scolarisés, retraités, chômeurs) en 2007, et 170 en 2040 selon le Rapport Charpin. Une Progression supportable car très inférieure à la hausse du niveau de vie moyen prévue par le même rapport d'ici 2040.

"Les retraités devraient gagner moins s'ils ne veulent pas appauvrir les actifs "

Faux : ce qui compte pour financer les retraites, ce n'est pas seulement le nombre d'actifs, c'est aussi la richesse produite par chacun d'eux (productivité). L'argent supplémentaire gagné grâce à l'augmentation de la productivité (+ 2,2 % par an en moyenne ces trente dernières années) peut contribuer à financer des pensions de retraite plus nombreuses, et non à engraisser les actionnaires comme c'est le cas. Au début des années 80, les dividendes versés par les entreprises représentaient 4,4% de la masse salariale, aujourd'hui, ils représentent 13%.

Ce que cache le catastrophisme du patronat et du gouvernement ?

Veulent-ils éviter à tout prix que la répartition des richesses redevienne plus favorable aux salariés ?

En 20 ans la part des salaires dans le PIB a baissé de près de 10 points. Cette somme correspond à une somme annuelle de 120 à 170 milliards d'euros, soit, au minimum, 11 fois la valeur du montant du déficit des retraites. Or, de meilleurs salaires fournissent des cotisations retraite plus généreuses

Veulent-ils transférer la charge des retraites des entreprises sur les seuls actifs ?

La part des cotisations sociales employeur dans la valeur ajoutée des entreprises est passée de 19,8% en 1982 à 16,1% en 2007 (INSEE). MEDEF et gouvernement affirment qu'une augmentation des cotisations sociales serait insupportable mais invitent en même temps les salariés à cotiser plus dans l'épargne financière pour préserver leur retraite.

Veulent-ils maintenir un volant important de chômage pour maintenir la pression sur les conditions de travail et de salaire ?

Décaler l'âge de départ à la retraite revient à préférer entretenir le chômage des jeunes comme des vieux plutôt que payer des retraites. La moitié des français qui arrivent à 60 ans n'ont pas d'emploi, les jeunes ont de plus en plus de mal à obtenir un emploi stable. Allonger leur durée de cotisation, c'est programmer la baisse de leur pension, c'est condamner les jeunes à la double peine : plus longtemps au chômage, plus longtemps au turbin.



En programmant la baisse des pensions, ils poussent les salariés vers l'épargne financière.

Le but inavoué est bien sûr de grossir les affaires des entreprises spécialisées dans les produits d'épargne retraite - compagnies d'assurance, institutions financières- et d'alimenter les achats en Bourse de manière à spéculer avec l'argent des retraités : 247 milliards de retraites, c'est autant de commissions juteuses pour les boursicoteurs. Le groupe d'assurance Médéric, dirigé par Guillaume Sarkozy, espère atteindre un chiffre d'affaires de 7 milliards d'euros en 2019 en pariant sur une baisse de 20% des pensions des cadres, ce qui inciteraient ces derniers à souscrire à des complémentaires retraite offertes par le groupe. (<http://www.rue89.com/2010/03/03/>)

D'autres solutions sont envisageables

Augmenter les salaires et réduire les inégalités

De 1993 à 2006 (comptes de la nation), les entreprises privées (sociétés non financières) accordaient aux actionnaires une augmentation moyenne de 9,8% par an des dividendes contre une augmentation de 0.9 % par an du salaire moyen. Hausse en grande partie captée par les plus hauts salaires.

Relever les taux de cotisation sociale

Pour équilibrer le système de retraites, il faudrait augmenter tous les ans de 0.3% le taux de cotisations sociales (selon le Conseil d'orientation des retraites, avec une hypothèse d'une croissance de moins de 2% et un taux de fécondité (aujourd'hui atteint) de 2 enfants par femme.

Elargir l'assiette des cotisations aux revenus qui ne cotisent pas

Les cotisations retraite ne doivent pas être seulement prélevés sur les salaires, mais aussi sur les autres revenus issus eux aussi, en définitive, de notre travail : dividendes, stock option, intéressement aux bénéfices, plus values financières...

Retraites par capitalisation : un marché de dupes

Avec la crise financière, les fonds de pension étrangers ont appauvri les retraités.

Des millions d'Américains et de Britanniques ont vu leur capital retraite placé par les fonds de pension fondre avec la chute des cours boursiers. Les Chiliens et les Argentins perçoivent des sommes tellement misérables qu'en Argentine, les fonds de pension ont dû être nationalisés.

La retraite par capitalisation ne réduira pas les prélèvements sur les actifs.

Que ce soit par répartition ou par «capitalisation», les retraites sont toujours payées par les actifs du moment. Les marchés financiers n'assurent que des transferts de richesse, mais n'en créent pas.

La retraite par capitalisation aggrave les injustices, l'égoïsme, L'individualisme

Chacun cotise pour soi. Le riche épargne beaucoup, le pauvre n'a rien, faute de pouvoir épargner. La capitalisation est un transfert d'argent des actifs vers les actionnaires.

La retraite par capitalisation ne protège absolument pas du papy-boom.

Les cours des placements des papy-boomers chuteront car quand ils vendront leurs titres, ils seront plus nombreux que les actifs acheteurs. Lorsqu'ils n'auront pas déjà été victimes des krachs, de la malhonnêteté des gérants ou du refus des salariés futurs de se faire plumer par les marchés financiers.

réalisé à partir d'un tract d'ATTAC Touraine